



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU 18 AU 24 JUILLET 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 18 au 24 juillet 2022

Politiques économiques

Le taux d'inflation a atteint 8,1% en juin 2022 au Canada

Après une hausse de 7,7% en mai, l'indice des prix à la consommation continue sa progression à 8,1% en juin, bien qu'à un niveau moindre qu'attendu par les économistes (+8,4%). L'inflation reste la plus élevée en Île-du-Prince-Édouard (+10,9%), suivie par le Manitoba et la Nouvelle-Écosse à respectivement 9,4% et 9,3%. Statistique Canada rapporte que l'écart observé sur un mois est principalement la conséquence d'une hausse de 6,2% des prix à la pompe. La baisse récente du cours du baril devrait cependant réduire la contribution de l'énergie au panier moyen dans les mois à venir. Si le pic d'inflation semble désormais proche, la décrue devrait prendre du temps. La Banque du Canada s'attend à une inflation à 7,2% en 2022 et n'espère pas un retour à son objectif d'inflation de 2% avant fin 2024.

L'inflation au Canada serait en partie liée aux aides fiscales américaines octroyées pendant la pandémie

Une étude de la Réserve Fédérale américaine montre que les mesures de soutien et de redistribution aux entreprises et ménages américains pendant la pandémie, d'un montant total de plus de 5 trillions USD, ont aggravé les pressions inflationnistes au Canada. Faute d'alternatives suffisantes pour dépenser cet argent, les ménages américains ont

massivement consommé les produits que les Canadiens ont l'habitude d'acheter, accentuant l'inflation observée au Canada. Ce phénomène aurait contribué aux erreurs de prévisions d'inflation de la Banque du Canada.

Les ventes des fabricants ont diminué de 2% en mai au Canada

Statistique Canada a indiqué que les ventes du secteur de la fabrication (établissements de transformation de matières) ont reculé de 2,0% en mai pour s'établir à 71,6 Mds CAD. Cette baisse met un terme à sept consécutifs de croissance. Statistique Canada attribue cette diminution au recul de ventes de matériel de transport de 15,7% et de celles de l'industrie automobile de 31,9%, du fait du réoutillage des usines de montages de véhicules et de la pénurie de certaines pièces détachées. Malgré ce recul mensuel, les ventes de véhicules automobiles montraient toujours une hausse de 41,3% par rapport au même mois l'an dernier. De même, les hausses de prix des matières premières ont contribué à la bonne tenue des ventes de l'industrie des produits du pétrole et du charbon (+5,4% pour grimper à 10,9 Mds CAD, un record pour ce secteur).

Les ventes d'habitations ont reculé de 24% en juin, sur une base annuelle

Le marché de l'immobilier canadien a continué à se tasser en juin. 48 176 habitations ont été vendues, en baisse de 24% par rapport aux 63 280 transactions de juin 2021. Cette baisse demeure cependant plus faible que celle observée les mois précédents, d'après l'Association canadienne de l'immeuble (ACI). Sur une base désaisonnalisée, les ventes ont diminué de près de 6% par rapport à mai. L'ACI a attribué la baisse aux

pressions financières subies par les acheteurs potentiels, puisque la Banque du Canada a continué de relever son taux d'intérêt directeur.

Le Plan de protection des océans du gouvernement couvrira plus de régions

Lors d'une conférence de presse en Colombie-Britannique ce mardi, Justin Trudeau a annoncé de nouveaux détails sur la version élargie du Plan de protection des océans, lancé pour la première fois en 2016. Dans le budget de 2022, le gouvernement a ajouté 2 Mds CAD sur neuf ans aux 1,5 Mds CAD déjà réservés à la protection des océans. Les initiatives déjà financées par le programme comprenaient l'ouverture de postes de garde-côtes auxiliaires, la restauration des habitats aquatiques, l'élimination de bateaux abandonnés et la protection d'espèces en péril. Les nouveaux fonds viseront à étendre les efforts environnementaux et de sécurité déjà mis en place en Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique à de nouvelles régions.

L'industrie aéronautique canadienne veut se démarquer grâce aux technologies vertes à Farnborough

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, a annoncé vouloir promouvoir le potentiel « vert » du Canada au Salon aéronautique de Farnborough au Royaume-Uni. Selon le ministre, les grandes multinationales de l'aérospatial sont de plus en plus réceptives à l'impératif de réduire les émissions de carbone. La multinationale française Airbus illustre cette évolution en travaillant sur la production un biocarburant à Montréal au sein du Consortium SAF+.

Ottawa envisage d'exclure les gazoducs et raffineries du plafond de GES pour l'industrie

Les documents des consultations lancées lundi par le gouvernement fédéral suggèrent que le raffinage du pétrole et le transport du gaz par pipeline pourraient échapper à la comptabilité du futur plafond fédéral d'émissions de GES. Les raffineries de pétrole et autres opérations de transformation sont responsables de 10% des émissions du secteur du pétrole et du gaz. Une telle exclusion ne laisserait au futur plafond de GES

que les entreprises d'extraction du pétrole et du gaz, représentant 84% des émissions de GES de toute l'industrie.

Le Canada appuie les États-Unis dans leur différend sur la politique énergétique du Mexique

La ministre du Commerce canadien Mary Ng a déclaré ce jeudi qu'Ottawa appuyait la demande des États-Unis pour des pourparlers concernant les différends de politiques énergétiques avec le Mexique. Le Canada a lancé sa propre procédure de différend avec le Mexique dans le cadre du nouvel accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). La représentante américaine au Commerce Katherine Tai avait accusé ce mercredi le Mexique de violation des règles de libre concurrence de l'ACEUM. Le Mexique se voit reprocher par les États-Unis de fixer des normes environnementales avantageuses et d'appliquer une préférence nationale à ses sociétés d'États, au détriment des entreprises américaines. Les consultations ont 75 jours pour aboutir. Au-delà, Washington et Ottawa pourront prendre des mesures de rétorsion pouvant aller jusqu'à des droits de douane punitifs.

Le gouvernement fédéral annonce un investissement de 255 M CAD dans les énergies renouvelables en Nouvelle-Ecosse

Justin Trudeau a annoncé ce jeudi un nouvel investissement fédéral de 255 M CAD en Nouvelle-Ecosse. 125 M CAD financeront de nouveaux projets d'énergie éolienne pour fournir de l'énergie propre à environ 350 000 foyers et créer des centaines d'emplois; 130 M CAD permettront à Nova Scotia Power d'installer des batteries pour stocker de l'énergie propre dans quatre sites de la Province. Actuellement, près de 75% de l'électricité de la Nouvelle-Ecosse est produite à partir de combustibles fossiles. L'investissement annoncé aidera la Province à atteindre son objectif d'un réseau d'électricité issu à 80% d'énergies renouvelables d'ici 2030. Ce nouveau financement s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Canada pour atteindre un réseau d'électricité neutre en carbone d'ici 2035.

Entreprises

La compagnie pétrolière Suncor Energy envisagerait de vendre son réseau de stations-service Petro-Canada pour un montant estimé entre 5 et 8 Mds CAD

Depuis quelques mois, le fonds activiste Elliott Investment Management, détenteur de 3,4% du groupe pétrolier, œuvre pour réformer la compagnie. L'investisseur souhaiterait revoir la culture d'entreprise, responsable selon lui de l'inefficacité opérationnelle et des fréquents accidents du travail. En vendant ses activités de détail, Suncor suivrait l'exemple d'autres pétroliers, tels que Cenovus Energy et Imperial Oil, dans l'espoir d'améliorer ses performances boursières et de se recentrer sur ses opérations d'extraction et de raffinage.

Les employés de WestJet à Vancouver et Calgary votent en faveur de la grève

Le syndicat, qui représente plus de 700 employés de WestJet dans les aéroports de Calgary et de Vancouver, a voté en faveur d'une grève s'il ne parvient pas à obtenir une revalorisation salariale de la compagnie aérienne. Le syndicat affirme que les salaires sont une question clé dans les négociations contractuelles et que les travailleurs ont voté à 98% en faveur d'une grève dès le 27 juillet. Cette grève interviendrait alors que les compagnies aériennes et les aéroports connaissent des difficultés de recrutement avec la reprise des voyages suite à la levée des restrictions sanitaires.

La Banque de Montréal rachète Radicle Group

La Banque de Montréal a indiqué avoir conclu un accord ce mercredi pour acheter Radicle Groupe. Radicle, établi à Calgary, est un développeur de crédits carbone qui aide les organisations à mesurer et réduire leurs émissions. Radicle a travaillé avec plus de 4 000 clients, dont de grands producteurs de pétrole comme Imperial Oil, Meg Energy et TC Energy. La Banque de Montréal cherche ainsi à étendre ses activités de conseil en matière de réduction des émissions. Les grandes banques canadiennes ont en effet été critiquées pour leur financement des industries pétrolières et gazières. Aussi se sont-elles engagées à travailler avec les gros émetteurs pour réduire les émissions.

Fin de la grève chez Novabus

Les 300 travailleurs de Novabus, membres du syndicat Unifort, ont approuvé une sortie de grève à 86% à l'issue d'une assemblée générale. Les travailleurs de l'usine de Saint-François-du-Lac étaient en grève depuis le 3 juin. La grève a officiellement pris fin dimanche dernier suite à une entente quant au renouvellement de leur convention collective. La production reprendra donc à la réouverture de l'usine le 8 août. Les travailleurs fabriquent le châssis des autobus et installent les planchers. Les pièces sont ensuite assemblées dans d'autres usines de l'entreprise. Novabus fait partie du groupe suédois Volvo.